

## La responsabilité sociale des entreprises : État des lieux et réalité algérienne

Dr. BENZERROUG Ramzi Mourad \*

### Résumé :

La responsabilité sociale des entreprises (RSE)<sup>1</sup> constitue une réponse de l'entreprise à l'évolution des réclamations et des pressions sociales et environnementales portées par la société. Dans la pratique, la RSE a besoin des techniques et des procédés (normes et référentiels), mais surtout d'un engouement des parties prenantes, voire d'un changement culturel. En Algérie, l'entreprise a toujours été soucieuse des objectifs visés par la démarche RSE sans pour autant qu'ils soient formalisés dans des procédures réglementaires et les adoptés.

**Mots clés :** Responsabilité sociale des entreprises, RSE, développement durable, gouvernance des entreprises, Algérie.

### الملخص :

تعد المسؤولية المجتمعية للمؤسسة إستجابة المؤسسة للمطالب المجتمعية في كل من ميادين : البيئة، المجتمع، أخلاقيات الأعمال و التنمية المستدامة. وفي الواقع العملي، تستوجب المسؤولية المجتمعية للمؤسسة التحكم في التقنيات و العمليات، لكن بالأخص التغيير في التصرفات، بل التغيير في الذهنيات و الثقافات. في الجزائر، حرصت المؤسسة دوما على تطبيق أهداف المسؤولية المجتمعية و لكن دون إعداد إطار منهجي علمي يحتوي على الإجراءات التنظيمية المتفق عليها دوليا، و ذلك رغم بعض المحاولات الفردية الناجحة.

الكلمات المفتاحية : المسؤولية المجتمعية للمؤسسة، التنمية المستدامة، إدارة الشركات،

الجزائر.

\* Maitre de Conférence -B- Université M'Hamed Bougara Boumerdes.

<sup>1</sup> RSE : « Responsabilité Sociale des Entreprises » synonyme de « Responsabilité Sociétale des Entreprises » qui a pour origine la locution anglo-américaine « Corporate Social Responsibility (CSR)».

### **Abstract :**

Corporate social responsibility (CSR) is a response of the company to the changing social and environmental demand. In practice, CSR needs the technical and processes (norms and standards), but above all a passion of stakeholders, even a cultural change. In Algeria, the company has always been mindful of the objectives of the CSR without they are formalized in regulatory procedures and adopted.

**Keywords :** Corporate Social Responsibility, CSR, sustainable development, corporate governance, Algeria.

### **I. Introduction**

Les bouleversements économiques, sociaux et politiques survenus dans le monde ces trois dernières décennies ont influencé la gouvernance de l'entreprise économique. La maximisation du profit n'est plus une finalité unique pour l'entreprise. Cette dernière cherche à concilier la recherche inéluctable des bénéfices avec ces nouvelles responsabilités sociales et environnementales. À cet effet, des efforts sont consentis à l'échelle internationale par les différentes parties prenantes afin de coordonner les efforts et faciliter les démarches pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises. Ces bouleversements du mode de gouvernance de l'entreprise interpellent l'entreprise nationale évoluant dans un environnement économique à connotation sociale.

Face à ce constat, l'objet de cet article est d'établir un état des lieux autour du concept de la responsabilité sociale des entreprises au niveau international et son application au niveau national. Dans ce cadre, nous essayerons de répondre aux questions suivantes : **quel est l'état des lieux du concept de la responsabilité sociale des entreprises? Et quelle est la réalité de son application en Algérie ?.**

Grâce à une méthode à la fois descriptive et historique, nous tenterons de mettre l'accent sur les fondamentaux de la responsabilité sociale des entreprises et d'exposer l'état des lieux de la responsabilité

---

sociale des entreprises en Algérie.

Dans notre article, nous allons d'abord présenter les différents aspects de la responsabilité des entreprises, son évolution historique et les principaux référentiels internationaux. Nous détaillerons notamment les principaux engagements internationaux et nationaux de l'Algérie en faveur de la responsabilité sociale des entreprises. Ensuite, nous analyserons les initiatives prises par les différentes parties prenantes. Enfin, nous déduirons les principales caractéristiques de la responsabilité sociale des entreprises en Algérie. La conclusion abordera les principaux enseignements et tentera de présenter quelques propositions et thèmes de nouvelles recherches académiques.

## **II. La responsabilité sociale des entreprises : Définitions, développement historique et cadre international**

### **A-Pluralité des définitions de la RSE**

La norme ISO 26000 :2010<sup>1</sup> définit la responsabilité sociale comme : « responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement éthique et transparent qui :

- ✓ contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société;
- ✓ prend en compte les attentes des parties prenantes<sup>2</sup>;

---

<sup>1</sup> Elle est développée par l'organisation international de normalisation (ISO : International Organization for Standardization) et constitue la première définition de la RSE à l'échelle mondiale. Elle s'applique à tout type d'organisations, entreprises, collectivités locales ou encore ONG.

<sup>2</sup> Selon la norme ISO 26000:2010, partie prenante (en anglais – stakeholders) est un individu ou groupe ayant un intérêt dans les décisions ou activités d'une organisation : les organisations non gouvernementales (ONG), les consommateurs, les fournisseurs, les pouvoirs publics, les travailleurs, le conseil, la recherche, l'enseignement et autres. Consulter Norme ISO 26000 :2010 « Lignes directrices relatives aux questions centrales de responsabilités sociétale ».

✓ respecte les lois en vigueur tout en étant en cohérence avec les normes internationales de comportement;

✓ est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations »<sup>1</sup>.

Par ailleurs, la politique européenne en matière de RSE (2001)<sup>2</sup> insiste sur l'intégration des préoccupations en matière sociale, environnementale, éthique, de droits de l'homme et de consommateurs dans les activités commerciales et les stratégies de base des entreprises<sup>3</sup>. Pour sa part, les principes directeurs de l'OCDE (2011) mettent l'accent sur les activités des entreprises multinationales qui doivent respecter certains principes tels que : le développement durable, les droits de l'Homme, la formation du capital humain et la publication d'informations exactes sur leurs activités<sup>4</sup>.

Ainsi, la pluralité des définitions sur la RSE insiste sur le fait qu'elle comprend un certain nombre d'engagements, non contraignant, à respecter de la part de l'entreprise envers les droits sociaux, sociétaux, environnementaux et économiques d'origine nationale ou internationale. Cela dans un cadre de dialogue permanent avec les parties prenantes internes et externes de l'entreprise.

## B- Le développement du concept de la RSE

La compréhension du développement historique du concept de la RSE est liée aux trois dimensions suivantes : l'influence des religions, la

<sup>1</sup> Consulter le site Internet <https://www.iso.org/obp/ui/fr/#iso:std:iso:26000:ed-1:v1:fr:sec:6>.

<sup>2</sup> Livre vert, Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises, COM (2001) 366 final, 18 juillet 2001.

<sup>3</sup> Responsabilité sociale des entreprises: une nouvelle stratégie de l'UE pour la période 2011-2014, COM/2011/0681 final.

<sup>4</sup> OCDE, Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Édition 2011, Éditions OCDE, Paris, 2011, p. 24.

---

théorie économique et la pratique professionnelle.

En effet, la religion protestante a joué un rôle central dans la formation des fondements théoriques et la diffusion de la notion américaine de RSE. De même, pour la doctrine sociale de l'église pour la religion catholique<sup>1</sup>. Enfin, les préceptes de la religion musulmane rejoignent les thématiques de développement durable et de responsabilité sociale à travers les pratiques moraux et éthiques issus du Coran et de la Sunna qui sont durables, absolus et plus approfondis<sup>2</sup>.

Sur le plan des fondements théoriques, les déterminants de la RSE se rattachent à trois courants. Le courant « Business Ethics » qui affirme l'existence d'un devoir moral de l'entreprise et de ses dirigeants de prendre en compte l'intérêt général<sup>3</sup>. L'approche « Business and Society » insiste sur la convergence entre l'intérêt économique de l'entreprise et l'intérêt social commun de ses parties prenantes<sup>4</sup>. Enfin, la vision « Social Issue Management » s'inscrit dans les théories du management stratégique où la recherche d'un avantage compétitif est l'un

---

<sup>1</sup>Acquier Aurélien, Gond Jean-Pascal, Igalens Jacques, Des fondements religieux de la responsabilité sociale de l'entreprise à la responsabilité sociale de l'entreprise comme religion, Centre de Recherche en Gestion, Cahier de recherche n°2005-166, mai, Toulouse, 2005.

<sup>2</sup> Forget Elisabeth, le développement durable dans la finance éthique et la finance islamique, Cahier de la Finance Islamique n°1, juin 2009. Dans Actes du séminaire « finance éthique et finance islamique » organisé par l'École de Management Strasbourg, 11 février 2009.

<sup>3</sup>Selon Milton Friedman: « L'entreprise a une et une seule responsabilité sociale – utiliser ses ressources et s'engager dans des activités susceptibles d'accroître ses profits, à la seule condition de respecter les règles du jeu, c'est-à-dire de s'engager dans une concurrence libre et ouverte, sans tromperie ni fraude », dans : Milton Friedman, the social responsibility of business is to increase its profits, New York Times Magazine, 13 septembre 1970, pp. 32-33.

<sup>4</sup> La théorie des parties prenantes est l'approche dominante en matière de responsabilité sociale des entreprises ou l'entreprise cherche à maximiser les bénéfices économiques et sociaux à long terme. Les travaux de Freeman (Freeman R.E., Strategic Management : a Stakeholder Approach, M. A Pittman, Boston, 1984) et Carroll (Carroll A.B., Business and society, South Western Publishing, Cincinnati, 1989) ont fait de cette théorie l'un des fondements des conceptions théoriques de la RSE.

des leviers pour une stratégie de la RSE<sup>1</sup>.

Sur le plan de la pratique, on note un développement graduel en faveur du développement moderne du concept de RSE. Les principales étapes sont résumées comme suit :

✓ édition de l'ouvrage de Howard R. Bowen<sup>2</sup> considéré comme fondateur du concept moderne de la RSE (1953)<sup>3</sup>;

✓ publication du « Rapport Brundtland » par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU (ONU/1987)<sup>4</sup>;

✓ sommet mondial pour le développement social, Copenhague (ONU/1995);

✓ lancement de la norme SA 8000 (Social Accountability / Responsabilité Sociale) par le Council on Economic Priorities(OIT/1997);

✓ lancement des dix principes du Pacte mondial « Global Compact » (ONU/ 2000)<sup>5</sup>;

✓ lancement de la norme ISO 26000 :2010 sur les lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale(ISO/2010)<sup>6</sup>;

✓ conférence de Paris sur le climat (COP 21-CMP11), France (ONU/2015).

<sup>1</sup> Postel Nicolas, Sobel Richard, Dictionnaire critique de la RSE, Presses Universitaires du Septentrion, France, 2013, p. 72.

<sup>2</sup>Bowen Howard Rothmann, Social Responsibilities of the businessman, Harper &Brothers, 1st ed., New York, 1953, (276 pages).

<sup>3</sup>Acquier Aurélien, Aggeri Franck, Une généalogie de la pensée managériale sur la RSE, Revue française de gestion,n° 180, 2007, p. 11.

<sup>4</sup> Le rapport utilise pour la première fois l'expression de « sustainabledevelopment » / « développement durable » et définit la politique nécessaire pour y parvenir. Il lance l'idée de la prise en compte de l'impact environnemental des activités économiques. Consulter : World Commission on Environment and Development, Our common future, Oxford University Press, 1987, (383 pages).

<sup>5</sup>Consulter le site Internet <http://www.un.org/fr/globalcompact/principles.shtml>.

<sup>6</sup>Consulter le site Internet <http://www.iso.org/iso/fr/home/standards/iso26000.htm>

Nonobstant ces initiatives internationales, la RSE demeure un concept où les pratiques volontaires des entreprises se développent dans une situation historique de faiblesse du droit social, la responsabilité juridique de l'entreprise n'est pas engagée<sup>1</sup>.

### C- Les principaux référentiels internationaux sur la RSE

Parmi les référentiels développés à l'échelle internationale qui témoignent de l'importance accordée à la RSE, bien qu'ils ne soient pas contraignants pour l'entreprise, on peut citer<sup>2</sup> :

- ✓ le « Global compact », (Nations Unies/1999);
- ✓ les principes directeurs de l'OCDE, (OCDE/2011)<sup>3</sup>;
- ✓ la « Global Reporting Initiative (GRI)<sup>4</sup> », (CERES et PNUE/1997)<sup>5</sup>;
- ✓ la déclaration de l'OIT<sup>6</sup>, (OIT/2006);
- ✓ la norme ISO 26000:2010, (ISO/2010)<sup>7</sup>.

Dans un autre registre, les entreprises utilisent des outils de diagnostic, d'évaluation et de reporting pour évaluer et vérifier dans quelle mesure elles intègrent la RSE dans leurs gestions et ses pratiques<sup>8</sup>. Comme elles peuvent solliciter les services des agences de nota-

---

<sup>1</sup> Consulter le site Internet <http://rse-pro.com/rse-origine-498>.

<sup>2</sup> D'autres normes internationales ont été élaborés concernant différents aspects de la RSE telles que : la norme ISO 14001, la norme OHSAS 18001, la norme SA 8000 et la norme AA 1000.

<sup>3</sup> OCDE, Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Édition 2011, Éditions OCDE, Paris, 2011, pp. 11-18.

<sup>4</sup> Consulter le site Internet <https://www.unglobalcompact.org>.

<sup>5</sup> CERES : Coalition for Environmentally Responsible Economies; PNUE : Programme des Nations Unis pour l'Environnement.

<sup>6</sup> Organisation internationale du travail, Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, Quatrième édition, imprimé par l'OIT, Genève, 2006.

<sup>7</sup> Consulter le site Internet <http://www.afnor.org/profils/centre-d-interet/dd-rse-iso-26000>.

<sup>8</sup> On peut citer : le Diag 26000, l'AFAQ 26000, le référentiel de l'EFQM, la plateforme collaborative Ecovadis, etc.

tions sociale et environnementale<sup>1</sup>.

### III. L'expérience de la RSE en Algérie

L'étude de la responsabilité sociale des entreprises en Algérie nous renseigne sur les référentiels internationaux adoptés au niveau national, les politiques publiques mises en œuvre en faveur de la RSE, et les actions RSE menées par les différentes parties prenantes. Ainsi, se dégagent les caractéristiques de la RSE propre à l'Algérie.

#### A- Les principaux engagements internationaux et nationaux de l'Algérie liés à la RSE

Les principaux engagements pris par l'Algérie en matière de responsabilité sociale des entreprises sur le plan international peuvent être résumés ainsi :

**Tableau n°1: Les principaux accords ratifiés par l'Algérie en relation avec la RSE**

Aspect de la RSE	Intitulé de l'accord	Date de Ratification
Environnement	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	09/06/1993
	Convention sur la diversité biologique, Rio de Janeiro	14/08/1995
	Convention de la lutte contre la désertification, Paris	22/05/1996
	Protocole de Kyoto (adhésion)	16/02/2005
Social	Les 8 conventions fondamentales de l'OIT qui portent sur les principes et droits fondamentaux au travail <sup>2</sup>	1962-2001

<sup>1</sup>Parmi ces agences : viageo (ASPI Eurozone /France), Eiris (FTSE4Good/Royaume-Uni), SAM (Dow gones sustainable index/Suisse), KLD (Domini social index/États-Unis). Et, Consulter le site Internet <http://www.goodwill-management.com/la-notation-sociale.html>. Et, [www.novethic.fr/lexique/detail/agence-de-notation-extra-financiere.html](http://www.novethic.fr/lexique/detail/agence-de-notation-extra-financiere.html).

<sup>2</sup>Consulter le site Internet

[http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:11200:0::NO::P11200\\_COUNTRY\\_ID:102908](http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:11200:0::NO::P11200_COUNTRY_ID:102908)



<b>Droits de l'Homme</b>	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discriminations raciales	14/02/1972
	Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples	01/03/1987
	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.	12/09/1989
	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (adhésion)	22/05/1996
	Convention relative aux droits des personnes handicapées	04/12/2009
<b>Développement durable</b>	Déclaration du Millénaire des Nations Unis et des 8 OMD (2000/2015)	2000
<b>Normes</b>	l'ISO (adhésion)	1976

Source : Auteur et site Internet : [www.rse-algerie.org](http://www.rse-algerie.org)

Par ailleurs, les pouvoirs publics ont introduit des politiques et des programmes autour des thèmes développés par la RSE, dont les plus importants sont explicités dans le tableau suivant :

**Tableau n°2: les principales actions nationales en relation avec la RSE**

<b>Aspect RSE</b>	<b>Actions</b>	<b>Date de lancement</b>
<b>Environnement</b>	Création du Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (MATE)	2001
	Rapport national sur l'état et l'avenir de l'environnement (RNE 2000)	2001
	Plan National d'Actions pour l'environnementales et le développement durable (PNAE-DD / 2002-2012)	2002
	Plan d'adaptation aux changements climatiques (2003-2013) <sup>1</sup>	2003

<sup>1</sup> Le plan climat (2015-2050) qui est en phase de finalisation remplacera le plan d'adaptation aux changements climatiques (2003-2013).

	Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT / 2010-2030)	2010
	Programme national de développement des énergies renouvelables (PNDER / 2011-2030)	2011
	Prix national pour la protection de l'environnement	2015
	<b>Organismes :</b> Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) Haut Conseil de l'Environnement et du Développement Durable Agence Nationale des Déchets Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable Conservatoire National des Formations à l'Environnement Centre National des Technologies de Production plus Propres Centre National de Développement des Ressources Biologiques Agence nationale des changements climatiques Commissariat National du Littoral	1988 1996 2002 2002 2002 2002 2005 2007 2007
<b>Cadre associatif</b>	917 associations locales et 32 à caractère national active dans le domaine de l'environnement Association de protection et orientation du consommateur et son environnement (APOCE)	2011
<b>Cadre législatif et réglementaire</b>	Diverses lois, décrets et circulaires ont été promulguées dans le domaine de la protection de l'environnement en Algérie notamment depuis 2001 <sup>1</sup>	2001

<sup>1</sup> On peut citer : Loi n°01-20 du 12 Décembre 2001 relative à l'aménagement du territoire dans le cadre du développement durable; Loi n°03-10 du 19 juillet 2003 relative à la protection de

<b>Normalisation</b>	Institut Algérien de Normalisation (IANOR)	1998
<b>Gouvernance et transparence</b>	Convention des Nations Unies contre la corruption	2004
	Organe national de lutte contre la corruption	2012
	Programme de mise à niveau des PME (2010-2014)	2010

Source : Auteur.

Ainsi, l'Algérie s'engage à travers ses actions a caractère national et international résolument dans la voie de la responsabilité sociale des entreprises en essayant de créer l'environnement législatif et institutionnel adéquat pour permettre aux différentes parties prenantes d'approfondir la relation avec l'entreprise dans leurs intérêts communs.

## **B- Analyse des initiatives RSE menées par les différentes parties prenantes**

### **1) Entreprises**

Plusieurs entreprises publiques et privées nationales ont élaboré une stratégie de mise en œuvre de la démarche RSE.

Concernant le secteur public, la Sonatrach a entrepris une politique de responsabilité sociale à travers des actions qui visent la maîtrise des risques en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement, et au bien-être des populations riveraines et à préserver la santé et la sécurité de ses employés<sup>1</sup>. De même, elle vise la réalisation d'actions sociales et caritatives, de développement socioéconomique local, de solidarité nationale et internationale. Ainsi que la promotion des principes de développement durable particulièrement envers les générations futures<sup>2</sup>.

---

l'Environnement dans le cadre du développement durable.

<sup>1</sup> Consulter le site Internet <http://www.sonatrach.com/sonatrach-en-bref.html>.

<sup>2</sup> Consulter le site Internet <http://www.sonatrach.com>. Et, Djaouahdou Réda, NabtiAhlem, La responsabilité sociale de l'entreprise entre théorie et concrétisation pratique : cas de

De même pour le secteur privé où la Nouvelle conserverie de Rouiba(NCA Rouiba)<sup>1</sup> développe une politique de développement durable orientée vers des actions RSE<sup>2</sup>. NCA Rouiba a été la première entreprise à avoir intégré les principes de la responsabilité sociale dictés par la norme ISO 26000 dans le cadre du projet national RS-MENA (Région Afrique et Moyen orient), dès 2011<sup>3</sup>.

## 2) Associations

La vulgarisation du concept RSE est prise en charge, en partie, par différentes actions entreprises par des associations nationales activant sur le terrain et proche des entreprises. On peut citer : L'Association des Producteurs Algériens de Boissons (APAB/2003)<sup>4</sup>; Le Forum des Chefs d'Entreprises (FCE/2000)<sup>5</sup>; Le Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE/2003)<sup>6</sup>.

## 3) Monde académique

Le monde académique à travers les universités, centres de recherche et écoles spécialisées enseigne, lance des travaux de recherche

---

l'Algérie, Colloque international francophone, « Le développement durable : débats et controverses », 15 et 16 décembre 2011, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, p.7; Sonatrach, Rapport annuel, 2013, baosem 2014, pp. 34-36.

<sup>1</sup> Consulter le site Internet [www.rouiba.com.dz](http://www.rouiba.com.dz)

<sup>2</sup> Hadj Slimane-KherouaHind, Ayad Sidi Mohamed, La réalité de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) en Algérie : Cas de NCA Rouiba in International Journal of Business & Economic Strategy (IJBES), International Conference on Innovation in Business, Economics & Marketing Research (IJBES 14).

<sup>3</sup> Consulter le site Internet : [www.ianor.dz](http://www.ianor.dz)

<sup>4</sup> Consulter le site Internet <http://apab-algerie.org/index.php/actualite/news/126-code-de-bonne-conduite-professionnelle>. Et, APAB, Code de bonne conduite professionnelle, programme Innovation Développement Durable Entrepreneuriat Emploi (GIZ-IDEE), Alger, Avril 2014, p.4.

<sup>5</sup> Consulter le site Internet [www.fce.dz](http://www.fce.dz)

<sup>6</sup> Consulter le site Internet [www.care-dz.org](http://www.care-dz.org). Et, CARE, FCE, APAB, Code Algérien de Gouvernance d'Entreprise (GOAL 08), TBWA/DJAZ, Edition 2009.

et organise des conférences et événements publics autour du thème de développement durable et la responsabilité sociale des entreprises<sup>1</sup>.

### C- Principales caractéristiques de la RSE en Algérie

La responsabilité sociale des entreprises en Algérie selon les normes et pratiques en vigueur au plan international est à son premier stade de développement. En prenant en considération l'état de la RSE développée auparavant, on peut citer les caractéristiques générales suivantes :

✓ En Algérie, l'État s'est toujours préoccupé de la protection sociale et environnementale en confiant une partie de cette responsabilité aux entreprises publiques économiques. En effet, la pérennité de l'emploi, la mise sur le marché des produits subventionnés, la protection des droits sociaux des travailleurs et l'octroi des aides financières constituent une partie essentielle des tâches de ces entreprises. Ainsi, se dégage la première caractéristique de la RSE en Algérie à savoir la prédominance de la forme implicite<sup>2</sup>.

✓ La mise en place d'une démarche RSE selon les pratiques et normes reconnues (forme explicite de la RSE) se concentre uniquement au niveau de quelques grandes entreprises publiques et privées<sup>3</sup>. En général, ces entreprises ont adopté

---

<sup>1</sup> A titre d'exemple, l'institut algérien de gouvernance d'entreprise « Hawkama el djazair » est une initiative de partenariat public-privé (FCE, APAB et CARE) et l'observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) français ont lancé, en 2014, le Site Internet [www.rse-algerie.org](http://www.rse-algerie.org) comme plateforme digitale dont l'objectif est d'abord pédagogique en fournissant une documentation complète sur la RSE et faisant connaître les bonnes pratiques des entreprises dans le domaine de la RSE et du développement durable en Algérie

<sup>2</sup> Hamidi Youcef, Khelifaoui Mounia, La perception de la RSE chez les dirigeants d'entreprises (PME) algériennes : Quelle forme de RSE implicite ou l'explicite ?, Colloque international sur le comportement des entreprises économiques face aux enjeux du développement durable et de l'équité sociale, 20 et 21 novembre 2012, Laboratoire Université, Entreprise et développement local durable (LUEDLD), Université KasdiMerbah, Ouargla.

<sup>3</sup> Nations Unies, Commission économiques pour l'Afrique – Bureau pour l'Afrique du Nord,

des systèmes de management (certification) dans les domaines économiques, environnementaux et sociaux.

✓ Les PME algériennes n'accordent que très peu d'intérêt à l'engagement social et environnemental à défaut de structures pouvant prendre en charge leurs problèmes<sup>1</sup>. Néanmoins, ces entreprises mettent souvent en place des actions de gestion responsable et non de mesures formelles.

✓ L'adoption de la démarche RSE, reste plus contraignante par la recherche d'une conformité des pratiques avec les lois et règlements mis en place par les pouvoirs publics qu'une démarche volontaire par les entreprises nationales.

✓ Absence d'accompagnement méthodique de la part des pouvoirs publics en direction des entreprises nationales concernant la mise en œuvre du concept RSE.

✓ L'efficacité des actions, plans et politiques élaborés en lien avec la RSE se trouvent souvent amoindris à cause des problèmes auxquels fait face l'entreprise.

#### IV- Conclusion

L'étude a permis de mettre la lumière sur les nouvelles exigences et préoccupations en matière sociale, environnementale, économique et de gouvernance, de nature nationale et internationale en relation avec la RSE. Ces dernières accentuent la pression sur l'entreprise pour s'inscrire dans une démarche de responsabilité sociale en particulier et de développement durable d'une manière générale.

---

L'économie verte en Algérie – une opportunité pour diversifier la production nationale, 2014, p.2.

<sup>1</sup>Atil Ahmed, DadeneAbdelouahab, La notion et le concept de la RSE dans des PME algériennes : entre une perception flou et une représentation controversée, Colloque international sur le comportement des entreprises économiques face aux enjeux du développement durable et de l'équité sociale, 20 et 21 novembre 2012, Laboratoire Université, Entreprise et développement local durable (LUEDLD), Université KasdiMerbah, Ouargla.

En effet, la responsabilité sociale constitue un facteur de pérennité de l'entreprise. Il est aujourd'hui admis que la prise en considération des enjeux liés à la RSE et les préoccupations de l'ensemble des parties prenantes permettent à l'entreprise d'améliorer l'efficacité sociale, ainsi que la consolidation et le développement des performances financières et de croissance de l'entreprise<sup>1</sup>.

Néanmoins, l'étude du développement de la notion de RSE et ces principaux référentiels nous renseignent, d'une part, sur son caractère volontaire et non contraignant pour l'entreprise. D'autre part, la démarche RSE implique des pratiques socialement responsables différentes selon le pays, le secteur d'activité et le type d'entreprise.

Pour sa part l'étude de l'état des lieux de la RSE en Algérie souligne son caractère implicite. Pourtant, un début d'implication de l'entreprise nationale dans une démarche formelle visant l'adoption des normes et des standards internationaux liés à la RSE est devenu une réalité. Et ceci grâce notamment aux politiques sectoriels, programmes nationaux, cadre législatif et réglementaire prenant en charge les fondements de la RSE sur les plans environnementaux et sociaux engagés par les pouvoirs publics depuis le début des années 2000.

Ainsi, le challenge de la RSE n'est pas encore gagné pour l'entreprise algérienne, il reste encore essentiel de clarifier ce concept, établir les modalités de son application et de l'intégrer comme axe prioritaire dans une stratégie globale de mise à niveau et développement de l'entreprise Algérienne. Mais aussi l'adapter aux réalités et contexte culturel et

---

<sup>1</sup> En effet, les conséquences des enjeux (économiques, sociaux, d'accès aux biens et services essentiels, sanitaires, territoriaux et environnementaux) se vivent au quotidien dans l'entreprise ou dans sa communauté d'accueil, notamment par : les fermetures d'usines, les accidents industriels, les risques associés à la production, les conditions de travail déplorables dans les usines, etc. Consulter : IgalensGaques (Direction), la responsabilité sociale des entreprises, défis risques et nouvelles pratiques, Eyrolles, Paris, 2012, p. 5. Et, Turcotte Marie-France, Salmon Anne, Responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, Presse de l'Université du Québec, Canada, 2007, p. 10.

économique national en collaboration avec les différentes parties prenantes appelées à doubler d'efforts et d'exigences en matière de RSE.

Dans de futurs travaux, il conviendrait de s'intéresser davantage aux conditions qui devront permettre la réussite de la démarche RSE et les modalités nécessaires à sa vulgarisation et son application au sein de l'entreprise algérienne decline pour chaque secteur d'activité et type d'entreprise. Une autre piste de recherche serait de se préoccuper des concepts en relation directe avec la RSE comme : l'entreprise citoyenne, l'investissement socialement responsable (ISR), l'éthique des affaires, la gouvernance d'entreprise, le développement durable, audit social, etc.

### V- Références bibliographiques

1. Acquier Aurélien, Gond Jean-Pascal, Igalens Jacques, Des fondements religieux de la responsabilité sociale de l'entreprise à la responsabilité sociale de l'entreprise comme religion, Centre de Recherche en Gestion, Cahier de recherche n°2005–166, mai, Toulouse, 2005.
2. Acquier Aurélien, Aggeri Franck, Une généalogie de la pensée managériale sur la RSE, Revue française de gestion, n°180, 2007.
3. Atil Ahmed, Dadene Abdelouahab, La notion et le concept de la RSE dans des PME algériennes : entre une perception floue et une représentation controversée, Colloque international sur le comportement des entreprises économiques face aux enjeux du développement durable et de l'équité sociale, 20 et 21 novembre 2012, Laboratoire Université, Entreprise et développement local durable (LUEDLD), Université Kasdi Merbah, Ouargla.
4. Bowen Howard Rothmann, Social Responsibilities of the businessman, Harper & Brothers, 1st ed., New York, 1953.
5. Carroll A.B., Business and society, South Western Publishing, Cincinnati, 1989.



6. CARE, FCE, APAB, Code Algérien de Gouvernance d'Entreprise (GOAL 08), TBWA/DJAZ, Edition 2009.
7. Djaouahdou Réda, Nabti Ahlem, La responsabilité sociale de l'entreprise entre théorie et concrétisation pratique : cas de l'Algérie, Colloque international francophone, Le développement durable : débats et controverses, 15 et 16 décembre 2011, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand.
8. Freeman R.E., Strategic Management : a Stakeholder Approach, M. A Pitman, Boston, 1984.
9. Forget Elisabeth, le développement durable dans la finance éthique et la finance islamique, Cahier de la Finance Islamique n°1, juin 2009. Dans Actes du séminaire « finance éthique et finance islamique » organisé par l'École de Management Strasbourg, 11 février 2009.
10. Hadj Slimane-Kheroua Hind, Ayad Sidi Mohamed, La réalité de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) en Algérie : Cas de NCA Rouiba in International Journal of Business & Economic Strategy (IJBES), International Conference on Innovation in Business, Economics & Marketing Research (IJBES 14).
11. Hamidi Youcef, Khelfaoui Mounia, La perception de la RSE chez les dirigeants d'entreprises (PME) algériennes : Quelle forme de RSE implicite ou l'explicite ?, Colloque international sur le comportement des entreprises économiques face aux enjeux du développement durable et de l'équité sociale, 20 et 21 novembre 2012, Laboratoire Université, Entreprise et développement local durable (LUEDLD), Université Kasdi Merbah, Ouargla.
12. Igalens Gaques (Direction), la responsabilité sociale des entreprises, défis risques et nouvelles pratiques, Eyrolles, Paris, 2012.
13. Livre vert, Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises, COM (2001) 366 final, 18 juillet 2001.

14. Milton Friedman, the social responsibility of business is to increase its profits, New York Times Magazine, 13 septembre 1970.
15. Nations Unies, Commission économiques pour l'Afrique – Bureau pour l'Afrique du Nord, L'économie verte en Algérie – une opportunité pour diversifier la production nationale, 2014.
16. OCDE, Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Édition 2011, Éditions OCDE, Paris, 2011.
17. Organisation internationale du travail, Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, Quatrième édition, imprimé par l'OIT, Genève, 2006.
18. Postel Nicolas, Sobel Richard, Dictionnaire critique de la RSE, Presses Universitaires du Septentrion, France, 2013.
19. Responsabilité sociale des entreprises: une nouvelle stratégie de l'UE pour la période 2011-2014, COM/2011/0681 final.
20. Rapport du sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg, Nations Unies, A/CONF.199/20, New York, 26 août-4 septembre 2002.
21. Turcotte Marie-France, Salmon Anne, Responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, Presse de l'Université du Québec, Canada, 2007.
22. World Commission on Environment and Development, Our common future, Oxford University Press, 1987.
23. <http://www.iso.org>
24. <http://www.ilo.org>
25. <http://www.rse-algerie.org>
26. <http://www.rse-pro.com>
27. <http://www.apab-algerie.org>
28. <http://www.care-dz.org>
29. <http://www.rouiba.com.dz>
30. <http://www.sonatrach.com>